



EchoGéo

34 | 2015
octobre 2015/décembre 2015

L'appui aux habitants : étape vers une nouvelle compétence citoyenne ?

Agnès Deboulet et Khedidja Mamou



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/14429>
DOI : 10.4000/echogeo.14429
ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Agnès Deboulet et Khedidja Mamou, « L'appui aux habitants : étape vers une nouvelle compétence citoyenne ? », *EchoGéo* [En ligne], 34 | 2015, mis en ligne le 15 décembre 2015, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/14429> ; DOI : 10.4000/echogeo.14429

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.



EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

L'appui aux habitants : étape vers une nouvelle compétence citoyenne ?

Agnès Deboulet et Khedidja Mamou

NOTE DE L'AUTEUR

Ce texte a été relu par Rainier Hoddé (membre du bureau d'Appui) qui a ajouté un certain nombre de précisions et par Sylvain Adam, coordinateur.

- ¹ Le renouvellement de la démocratie passe, entre autres, par un usage distancié des savoirs sur l'espace croisant les savoirs sociaux et fondés sur la géographie, la sociologie, l'urbanisme, l'architecture... Cette conviction amène APPUII (Alternative pour des projets urbains ici et à l'international) à revendiquer une posture d'accompagnement des habitants sur la (co)production de l'espace urbain ou la contre-expertise et en cela interroge les savoirs professionnels dans leur définition étroite. Le travail d'APPUII se situe ainsi dans le sillage de nombre de lieux de production de savoirs sur l'urbain qui, à l'échelle nationale et internationale, réinterrogent la production et le mode de partage des savoirs. La posture d'action de l'association se situe à la croisée entre démarches communautaire (notamment de planification) et *advocacy planning* associés aux théories de l'*empowerment* (Bacqué, Biewener, 2014).

L'engagement pédagogique initial

- ² Le groupe informel qui allait devenir l'association APPUII est né de démarches pédagogiques avant d'élargir son mode d'action en direction de publics demandeurs de soutien et de réflexion croisée sur les questions urbaines. En 2005, des ateliers réunissant des étudiants en école d'architecture à l'Ensa Paris-la-Villette et portés par des enseignants ont permis de tisser des relations avec des collectifs d'habitants demandeurs d'aide pour intervenir sur leur destin urbain¹. Les étudiants ont d'emblée ce regard

empathique et cette neutralité bienveillante qui font souvent défaut aux professionnels empêtrés dans une commande bordée par des considérations économiques et politiques. Apprendre en se mettant “au service” des collectifs les amène à déplacer leurs certitudes, à remettre en question les fondements de leurs savoirs professionnels alors que les enseignants commencent par interroger quelques outils défaillants ou à l’usage déplacé.

- 3 Ainsi l’écoute apparaît comme le chaînon manquant dans des enseignements sur la ville et plus encore dans les phases de diagnostic qui innervent l’analyse urbaine ou le “projet urbain”. La concertation, comme un savoir non incorporé dans les corps et le langage de ceux qui en sont les détenteurs, est maintenant un enseignement courant. Il suffirait alors de rassembler pour “faire participer”. Mais être capable de décoder, interpréter, faire circuler la parole, éviter les asymétries, favoriser ceux et celles qui ont le moins droit à la parole, éviter de se faire dominer : autant de connaissances pratiques, en situation, qui ne sont pas travaillées à l’université.
- 4 À cet endroit, la sociologie devient un atout si les entretiens n’ont pas été menés et transcrits mécaniquement. L’anthropologie peut être aussi mobilisée en ce qu’elle apprend à reconnaître l’altérité, la valeur d’égalité entre les paroles.
- 5 Car la parole du professionnel est encore trop souvent utilisée comme une arme de distinction sociale, sans égard pour le niveau d’études du public, sans considération pour sa diversité. Les savoirs techniques deviennent aisément des savoirs experts non partagés : ainsi en est-il de certaines représentations cartographiques ou plus encore de l’usage du power point, de la maquette, des visions 3D.
- 6 Comme l’a écrit Rainier Hoddé, un des membres fondateurs d’APPUII, alors que les projets pensés par en haut se présentent comme indiscutables et devant s’imposer à tous, les habitants souhaitent explorer d’autres alternatives. En ce sens, leur demande est ouverte, et elle traduit une attente d’autres possibles (en matière de projet urbain par exemple) ou d’autres façons de rendre compte des situations sociales (en matière d’études et de statistiques par exemple). Les étudiants sont alors en situation d’explorer ces propositions alternatives qui seront autant d’arguments pour des habitants d’ordinaire démunis face aux décisions prises sans eux, et dans des cercles éloignés.
- 7 Les professionnels et habitants doivent donc « apprendre à travailler ensemble » et ce slogan est d’ailleurs l’aboutissement d’un travail de recherche Picri² réalisé entre 2009 et 2011 dans plusieurs quartiers en rénovation urbaine. L’une des participantes dira dans la réunion publique de restitution à quel point ils [les habitants] ont douté de l’intérêt sincère des étudiants et chercheurs venus travailler avec eux. Cette militante de quartier et représentante d’une amicale des locataires ajoutera qu’elle a apprécié, au final, dans ce processus “le respect de la parole donnée”, signifiant ainsi qu’il en est tout autrement dans les procédures de concertation ou dans les échanges avec les professionnels habituellement (Deboulet, Nez, 2014).

Illustrations 1a et 1b- Ateliers de participation citoyenne autour de l'aménagement urbain du grand ensemble Ouest de Vitry-sur-Seine dans le cadre du projet PICRI



La création de APPUII

- 8 Nous sommes alors en 2012 et l'association APPUII se crée en réponse à ces nombreuses demandes de collectifs. Confrontés à des situations de vulnérabilité urbaine en raison des projets de rénovation urbaine (pour l'essentiel), de la négligence des autorités, de la non prise en compte de la diversité des points de vue, du caractère descendant des décisions, ils souhaitent une aide pour proposer des réponses. Les habitants s'organisent et contactent d'abord l'université, les écoles d'architecture puis des chercheurs. Ils croisent des militants associatifs qui les adressent *in fine* aux enseignants-chercheurs et à leurs étudiants. Si la rénovation urbaine était la demande initiale, les demandes touchent maintenant des questions très variées, multifformes, qui sollicitent toutes les sciences humaines, mais aussi l'architecture, le droit. Le « nous » d'APPUII concerne à sa création ces enseignants-chercheurs, de jeunes professionnels, des habitants engagés dans des mobilisations de longue date, soit un noyau dur d'une quinzaine de personnes. APPUII bénéficie aussi d'une aide ponctuelle d'étudiants qui accompagnent les « suivis de terrain »³.

Tableau 1 – Types de co-expertise citoyenne demandés à APPUII

Programmes de rénovation urbaine	s'opposer à la démolition ; connaître les raisons de la démolition ; promouvoir la réhabilitation ; accompagner le relogement ; produire des études sociales donnant des arguments aux habitants (Poissy, Villejuif)
Plans de renouvellement urbain	donner une expertise sur la possibilité de contrer un projet contenant de nombreuses évictions : réalisation d'une enquête sur les îlots et habitants impactés (Ivry sur Seine, avec l'université Paris 8) ; workshop sur la recherche de solutions urbaines alternatives (Ivry-sur-Seine, avec ENSA Paris la Villette) ; rédaction d'un guide sur l'expropriation ; réalisation d'une grande réunion publique de présentation des résultats de l'enquête
Immeubles locatifs sociaux	réfléchir aux fondements des projets de densification et à des alternatives possibles
Co-propriétés privées	aide à la réhabilitation ; réflexion sur un plan d'action et de gestion participatif
Quartiers anciens, documenter la mutation non concertée de lieux de production et de vie et tenter de produire des contre-projets	retrouver la trace des transactions foncières, percer les secrets des aménageurs, débroussailler les textes de loi

Illustrations 2a et 2b - Atelier de propositions pour l'aménagement des espaces extérieurs organisé en octobre 2014 par APPUII et le Collectif des habitants de la Coudraie (Poissy, 78)



- 9 La posture adoptée est celle d'une aide à la fabrication d'un "vis-à-vis" équilibré. APPUII se pose d'abord en position de tiers-facilitateur mais engagé dans le rétablissement d'une symétrie entre pouvoirs publics, qui disposent de l'ensemble des moyens pour réfléchir et conduire des actions d'aménagement, et habitants organisés (plus ou moins) dépourvus de moyens financiers ou techniques. La difficulté est telle que nous avons dorénavant décidé de répondre à des sollicitations déjà structurées, à une demande formulée par un collectif organisé. Le parti-pris n'est pas de travailler strictement dans des quartiers populaires mais il est vrai que nous sommes peu sollicités par les habitants de secteurs bien dotés en ressources sociales et économiques. Dans les faits, APPUII n'est pas un tiers neutre car il répond d'abord à la sollicitation de citoyens "ordinaires" et aux demandes formulées par des collectifs ou des associations et non à des élus. Cela n'exclut pas les

contacts et l'organisation de formes d'intermédiation avec les pouvoirs publics, ce qui interroge bien entendu la place d'APPUII : derrière les habitants, à côté, dans l'ombre.

- 10 L'autre dimension de l'action repose plus sur la volonté de permettre une co-production des propositions et des réponses, voire d'accompagner certaines luttes urbaines. Cela signifie donc, et afin de pas parler à la place des principaux concernés, qu'il est impératif de définir au préalable et tout au long de notre accompagnement les types d'actions projetées. Le rôle d'APPUII est de pondérer les possibles. Ne répondant pas à une commande, l'association propose toujours des compromis lorsque les demandes sont floues, inaccessibles ou parfois biaisées (en faveur d'une catégorie : les plus stables ou au contraire au détriment d'une autre : les sans titre d'occupation par exemple). Tout cela conduit à la prise de conscience de la nécessaire évolution des moyens disponibles pour la co-expertise ou l'expertise indépendante. Il faut travailler à la capacitation citoyenne qui n'exclut pas cependant le cheminement avec des gens formés sur les questions d'urbanisme, d'où le terme de "co-expertise". Par ailleurs celle-ci peut aussi prendre la forme d'une "expertise indépendante", au service des habitants, qui leur laisse l'entière "politicité" des lieux (Merklen, 2009). Seule l'indépendance d'une expertise peut permettre de rééquilibrer les forces et de produire partout des mini et des grands "ateliers populaires d'urbanisme". APPUII travaille en ce sens à la constitution d'un réseau national de compétences bénévoles, qui pourra d'ailleurs s'appuyer pour cela sur les travaux autour de la démocratie d'interpellation citoyenne, expression issue de la conférence de consensus lancée par « Pas Sans Nous » les 4 et 5 septembre 2015. Démocratiser la gestion des projets et la vie locale nécessite aussi de s'adosser à des financements destinés aux habitants et gérés par eux : des fonds d'interpellation. Les soutiens ponctuels aux collectifs locaux ne peuvent devenir réguliers qu'à condition de développer une structure support pérenne et des outils de financement *ad hoc* adossés à une expertise bénévole et bien sûr à des associations indépendantes des partis politiques.
- 11 Un tel engagement fait par ailleurs écho à l'émergence de nombreux collectifs internationaux d'urbanisme co-produit et participatif. Le groupe APPUII a tissé des coopérations et collaborations diverses avec certains d'entre eux à l'occasion d'échanges croisant pédagogie, recherche et recherche-action. Il s'agit notamment de l'Atelier solidaire à Istanbul (lié à l'origine à l'Université de Mimar Sinan) ; d'Appoyo Urbano à Caracas, une coopérative de co-travail avec les habitants des *barrios* de Caracas ; le réseau Tadamun au Caire⁴ avec lequel nous avons des échanges de longue date et partageons à l'occasion quelques recherches. Récemment des liens se sont noués avec le réseau Periferia à Bruxelles qui vise également à produire un savoir partagé sur les questions urbaines ainsi qu'avec Just Space à Londres. Ce dernier articule des soutiens à des groupes locaux organisés sur le "*community planning*" et une présence-formation et accompagnement lors des "audiences publiques" réalisées autour des questions du Grand Londres.
- 12 En complément du relais des demandes locales de soutien et/ou de contre-expertise, vient se greffer un second objectif pour l'association. Nous voulions constituer un réseau national (mais relié internationalement) de tous les acteurs (experts indépendants et bénévoles issus des milieux associatifs, professionnels et habitants) prêts à mobiliser leurs compétences dans des projets urbains contestés par les populations concernées, qu'il s'agisse ou non de quartiers populaires ou moyen-mélangés⁵ dans lesquels les citoyens se sentent -de façon continue ou non- peu écoutés. Diverses possibilités sont alors évoquées : un centre de ressources, un lieu de veille et d'échange sur des expériences

internationales, un espace de co-formation ? Mais comment rendre visible et accessible un réseau de ce type ? Comment penser sa spécificité et sa complémentarité au regard d'autres réseaux citoyens ? Et comment engager une dynamique collective qui fasse de chacun un acteur repéré et actif dans ce réseau ?

L'hypothèse d'une carte urbaine collaborative : une carte auto alimentée pour la co-expertise et l'interpellation

Illustration 3 – Carte d'initiatives citoyennes et de ressources



- 13 L'idée d'une carte collaborative a été évoquée lors de la première journée de constitution du réseau de compétences solidaires⁶. Une cinquantaine d'acteurs a alimenté un panneau papier visant à dresser un premier état des lieux des dynamiques citoyennes et des demandes d'appui et d'expertise sur des questions urbaines. Nous avons appelé cette première carte « la carte d'initiatives citoyennes et de ressources »⁷.
- 14 Chaque participant, qu'il soit demandeur ou qu'il propose des ressources, a rempli une fiche et a localisé, le cas échéant, son action ou son quartier sur la carte. À partir de cette carte papier et des fiches, le groupe a réalisé une carte numérique.

Illustration 4 – Carte reseau initiatives citoyennes



- 15 Depuis octobre 2015, la pertinence et la faisabilité technique d'une telle cartographie collaborative sont étudiées⁸. Le premier essai de carte numérique a été alimenté par un tour d'horizon de ce qui existe déjà, en France et à l'international, en matière de carte collaborative. Nous nous sommes particulièrement intéressés aux cartes élaborées par des groupes hybrides, regroupant des professionnels, chercheurs et habitants notamment. L'objectif était précisément de repérer des dynamiques similaires afin de s'en inspirer et de proposer des rapprochements si des projets pouvaient converger. Parmi la vingtaine de cartographies à visée collaborative que nous avons étudiées, nous pouvons citer :

- **Cap ou pas cap ?** : une association qui se définit comme un "catalyseur d'alternatives citoyennes" et a pour mission de favoriser leur connaissance, leur mutualisation et leur développement à Paris. Un des outils proposés est une carte évolutive de ces alternatives.
- **Mouvement Colibris** : une carte qui permet de repérer des acteurs et projets d'agro-écologie et thèmes liés, en France et pays limitrophes. Si cette carte est avant tout une "vitrine" issue des oasis de Pierre Rabhi, d'autres outils numériques développés par l'association permettent des échanges approfondis entre groupes locaux qui se reconnaissent dans les valeurs portées par l'association.
- **Carticip** est un outil participatif conçu par l'agence Repérage Urbain. La plateforme s'adresse avant tout aux collectivités territoriales qui souhaitent impulser une concertation sur un territoire donné, en permettant aux citoyens d'être force de proposition et d'émettre des avis sur des orientations de projet. Il s'agit d'un outil participatif utilisé dans le cadre de projets de concertation avec près de 200 initiatives recensées.
- **CUIP – Cairo Urban Initiatives Platform** : un recensement de projets urbains en cours, de mobilisations citoyennes, de recherches sur des quartiers en transformation et de contre projets au Caire.

- 16 La plupart de ces cartes ont été réalisées dans les cinq dernières années. D'une part, cela rend compte de l'émergence récente du besoin de telles cartographies dans les questions urbaines. D'autre part, les formes de cet outil collaboratif n'étant pas encore stabilisées, cela laisse entrevoir de nombreuses perspectives d'application pour servir les initiatives citoyennes. De plus, si la vingtaine de cartes que nous avons étudiées donnent à voir des

mobilisations et des ressources, pour autant à notre connaissance, il n'existe pas encore de cartographie qui mette directement en relation des demandes avec des propositions de ressources. Cela est-il dû à la complexité de la mise en œuvre technique d'une telle carte ? Ou encore du cloisonnement, même dans la société civile, entre les demandes et les propositions ? Ou enfin d'une résistance entre ce que chacun accepte de rendre visible de ses engagements et/ou compétences ? Quelles qu'en soient les raisons, cela a conforté le groupe APPUII dans l'idée qu'il était nécessaire de poursuivre la mise en place d'une cartographie collaborative. Aussi, des discussions sont en cours avec d'autres acteurs (association, professionnels de l'urbain, chercheurs, etc.) pour imaginer la forme de cet outil. Des modalités moins visuelles (une forme de Wiki-) mais plus faciles d'accès sont étudiées et se repose la question de la pertinence de la carte comme outil principal pour la mise en place du réseau de compétences solidaires.

Ouvrir la discussion pour penser collectivement l'efficacité et la pérennité de la carte collaborative

- 17 Comme cela a été montré plus haut, la mise en place d'un tel outil collaboratif nécessite d'aller chercher des compétences complémentaires à celles qui existent au sein du groupe. C'est pourquoi il y a eu des échanges avec des structures qui ont mis en œuvre ce type d'outil pour développer des initiatives citoyennes ainsi que des mises en commun de savoirs et de pratiques comme l'échange de compétences bénévoles, en matière de permaculture⁹ et d'agriculture écologique comme de participation sur les questions urbaines, afin de dépasser la simple veille ou information.
- 18 Outre les aspects de mise en œuvre technique, la dimension réflexive nous semble importante pour alimenter en continu la connaissance sur ce réseau de compétences solidaires. Dans cette perspective, l'association échange avec plusieurs laboratoires ou réseaux de recherche comme le LAVUE, le Groupement d'intérêt scientifique « Participation du public, décision, démocratie participative » et a récemment déposé une proposition de recherche à la Maison des Sciences de l'Homme de Paris-Nord.
- 19 Enfin, afin de penser la pérennisation de cet outil, principalement dans les quartiers populaires de la Politique de la ville, le groupe échange très régulièrement avec des réseaux tels que le collectif « Pouvoir d'Agir », la coordination nationale « Pas Sans Nous » mais aussi ses principaux financeurs tels que le CGET¹⁰ et la fondation Abbé Pierre. Nous nous interrogeons actuellement sur les conditions qui permettraient de faire de cet outil un réel support ressource pour les conseils citoyens qui trouveraient à organiser eux-mêmes des co-expertises, voire à s'auto-alimenter directement.
- 20 À l'issue de ce retour sur la formalisation d'une cartographie collaborative et des questionnements qui l'accompagnent, nous pouvons d'ores et déjà poser quelques éléments concernant les visées que ce type d'outil peut servir.

Une cartographie urbaine collaborative pour mont(r)er des dynamiques et savoirs ordinaires

- **Un outil d'auto organisation : mettre en contact/créer des actions collectives.** La carte est un moyen de montrer que la société civile est en capacité de s'emparer réellement de la chose publique. Lorsque les habitants et les collectifs n'ont pas véritablement l'occasion de

participer, cette carte est une ouverture vers la mise en place d'une action collective et participative dans laquelle ils peuvent trouver une place. La carte peut alors servir le triple objectif d'initiation à la démarche, de consolidation des savoirs mutualisés, de mise en réseau des personnes volontaires et collectifs décidées à s'engager.

- **Rendre visible ce qui est méconnu : montrer que des formes de participations alternatives** à la participation/mobilisation classique sont possibles. Il s'agit ici de rendre visible toutes ces compétences ignorées, rendre compte de la créativité et du dynamisme de la ville ordinaire et de ses habitants, « autonomes et capables de se projeter dans l'avenir » (Choplin, 2014, p. 30). Ceux ou celles qui souhaitent mettre à profit leur expertise, compétences, ressources en tous genres le peuvent, sans passer forcément par un intermédiaire institutionnel, comme c'est bien souvent le cas. Comme nous l'avons dit plus haut, le groupe APPUI « réinterroge la production et le mode de partage des savoirs » en permettant une valorisation de ces actions souvent passées sous silence et la mise en valeur de « savoirs citoyens » au service d'un urbanisme partagé.
- **Cette cartographie deviendrait** elle-même un objet d'étude, permettant à long terme, de **donner à lire certaines logiques socio spatiales**. Par exemple, donner à voir des territoires dans lesquels des citoyens se sentent en dehors de la décision et éprouvent le besoin de développer leurs propres ressources pour agir sur leur territoire et permettre de réfléchir aux relations éventuelles avec d'autres caractéristiques de ce territoire.
- **Dans une vision critique, un « objet de propagande (pacifique) du peuple »** : pourquoi ne pas imaginer que la communication autour de ces cartes puisse concurrencer celle qui est faite par les autorités publiques, celle qui montre les grands projets métropolitains par exemple ? Ici, on verrait se mettre en place de petits projets ordinaires ! Cela révélerait, nous le supposons, une **cartographie des savoirs ordinaires** permettant d'« accroître leur [les habitants] capacité d'initiative et la symétrie face aux institutions»¹¹.

Illustration 5 - Dessin réalisé par Charlotte Cauwer, lors de la journée « Un urbanisme partagé – réseau de compétences solidaires » du 19 septembre 2015



BIBLIOGRAPHIE

- Bacqué M.-H., Biewener C., 2013. *L'empowerment, une pratique émancipatrice*. La Découverte.
- Choplin A., 2014. Les villes ordinaires de Jennifer Robinson, Présentation. In Gintrac et Giroud, *Villes contestées. Pour une géographie critique de l'urbain*, p. 27-33.
- Deboulet A., Nez H., 2013. *Savoirs citoyens et démocratie urbaine*. Presses universitaires de Rennes, (Coll : « ResPublica »), 138 p.
- Merklen D., 2009, Quartiers populaires, quartiers politiques. La Dispute, 304 p.
- Nonjon M., Liagre R., 2012. Une cartographie participative est-elle possible ? EspacesTempsnet, travaux, 14.05.2012. Site : <http://www.espacestemp.net/articles/une-cartographie-participative-est-elle-possible/>. Consulté le 12/04/15.

NOTES

1. Chaque année 1 à 2 cours de projet ou d'enseignements sociologiques avec une dimension empirique sont proposés. Conduits par Agnès Deboulet, ils ont été animés pour certains avec Jean-François Tribillon et Valérie Foucher-Dufoix (2005-2006), Khedidja Mamou et Merrill Sineus (2008-2010).
2. Partenariat Institution-Citoyens pour la Recherche et l'Innovation, programme de recherche régional (Île-de-France) porté par des chercheurs et acteurs de terrain : collectifs d'habitants, amicales de locataires, élus, professionnels de l'urbain, représentants de bailleurs sociaux, etc.
3. Aujourd'hui APPUI est financé par la Fondation Abbé Pierre, le CGET, la Région Ile-de-France.
4. <http://www.tadamun.info/?lang=en>
5. Pour reprendre l'expression de Marco Oberti, Edmond Preteceille.
6. Il s'agit de la première journée d'une série de trois. La première a eu lieu le 13 décembre 2014, et la deuxième le 19 septembre 2015. La dernière est prévue à la fin de l'année 2016. Elle doit notamment permettre de dresser un premier bilan du réseau de compétences solidaires, entre autres les outils collaboratifs que nous mettons en place.
7. Les deux illustrations sont extraites du site internet de l'association APPUI : <https://appui.wordpress.com/>
8. Par une quinzaine de membres actifs de l'association, coordonnés par Sylvain Adam.
9. La permaculture est un « mode d'aménagement écologique du territoire, visant à concevoir des systèmes stables et autosuffisants et à produire de la nourriture en renforçant l'écosystème » (Petit Robert).
10. Commissariat général à l'égalité des territoires.
11. Site internet Appui : <https://appui.wordpress.com/un-reseau/outils-du-reseau/>. Consulté le 19 novembre 2015.

AUTEURS

AGNÈS DEBOULET

Agnès Deboulet, agnesdeboulet@wanadoo.fr, est Professeure de sociologie à l'Université Paris 8, membre de LAVUE (Cnrs, équipe CRH).

KHEDIDJA MAMOU

Khedidja Mamou, picri_mamoukhedidja@yahoo.fr